

Document 1. L'historien Benjamin Stora répond à une interview du magazine *L'Histoire*.

***L'Histoire* : Est-il envisageable que, sur les deux rives de la Méditerranée, on finisse un jour par écrire une histoire de la guerre d'Algérie sans tabous, libérée du poids des mémoires antagonistes ?**

Benjamin Stora : Nous n'en prenons pas le chemin. En France, il n'y a jamais vraiment eu de consensus politique clair sur le passage à l'indépendance algérienne. Cela peut paraître surprenant. L'approbation de la politique du général de Gaulle, bien sûr, a été massive, comme en témoignent les référendums : le 8 avril 1962, 90 % des Français ont ratifié les accords d'Évian qui ouvraient la voie de l'indépendance algérienne. Cependant, une fraction de l'opinion - un noyau dur - n'a jamais admis cette fin de l'histoire, considérée comme un abandon de trois départements français. Trois ans plus tard, lors de l'élection présidentielle de 1965, le représentant de la droite extrême Jean-Louis Tixier-Vignancour recueille un million de voix : il a bénéficié du vote pied-noir, mais aussi du soutien d'un électorat de l'ex-métropole qui revendique ouvertement sa filiation avec l'Algérie française. Une minorité, soit, mais irréductible. C'est toute la différence avec Vichy. Trois ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, il ne s'était trouvé personne en France, dans un contexte résistancialiste très marqué, il est vrai, pour se hasarder à défendre publiquement, dans une campagne électorale, l'action de Pétain.

***L'H.* : Et en Algérie ? La guerre a abouti à l'indépendance : le consensus politique a-t-il été pour autant plus facile ?**

B. S. : Il est très difficile en Algérie d'écrire une histoire de la guerre qui ne soit pas passée au crible des critiques idéologiques et partisans.

Dès l'été 1962, les principaux acteurs de cette guerre d'indépendance sont écartés : Mohamed Boudiaf, Krim Belkacem, Hocine Aït Ahmed, Ferhat Abbas. Et le coup d'État de 1965, qui renverse Ahmed ben Bella, chef historique du FLN, au profit de Houari Boumediène (pendant la guerre chef des armées situées aux frontières), installe à la tête du pays les militaires qui prennent en main la manière dont doit être racontée l'histoire. Ajoutons que, pendant la guerre d'indépendance déjà, la mise à l'écart de Messali Hadj (le pionnier de la lutte indépendantiste) et l'éviction des messalistes du MNA ont interdit d'emblée le consensus autour de l'idée nationale, confisquée par un clan du FLN.

Il n'y a pas non plus d'effort pour la réconciliation nationale. Si les messalistes sont tenus pour des « traîtres », imaginez ce qu'il peut en être des harkis, musulmans qui s'étaient engagés du côté des forces françaises. En Algérie - comme en France -, les mémoires sont entrées en conflit pendant la guerre elle-même, et cela n'a pas cessé après 1962. (...)

***L'H.* : Du côté algérien, quelles sont les principales difficultés auxquelles se heurtent les historiens ?**

B. S. : Le métier de chercheur n'y est pas aisé, bien sûr. Il faut s'engouffrer dans toutes les brèches. En 2004, j'avais dirigé avec Mohammed Harbi un livre collectif, *La Guerre d'Algérie, 1954-2004. La fin de l'amnésie* (Robert Laffont), qui réunissait des historiens français et algériens. Le livre a été diffusé là-bas, on pouvait espérer alors qu'avec « *L'Année de l'Algérie en France* » et l'annonce de la signature d'un traité d'amitié entre les deux pays, on entrait dans une phase nouvelle. Et puis, brutalement, les rapports se sont détériorés.

La loi de février 2005 (1) sur les aspects positifs de la colonisation française a aggravé, on l'a dit, le contentieux. Alger a riposté par une série de déclarations publiques visant à « criminaliser » cette même colonisation et par le report *sine die* du fameux traité. Des deux côtés, depuis cinq ans, on a assisté à une réactivation des mémoires et, en Algérie, à un durcissement idéologique qui, ces derniers temps, ne s'est pas démenti.

***L'H.* : Sous quelle forme ?**

B. S. : A la suite d'un colloque à Essaouira au Maroc, en mars dernier, le ministère algérien de l'Éducation a exigé que, désormais, les historiens invités à des conférences à l'étranger lui soumettent au préalable leurs communications. Par ailleurs, avant de lancer des commandes de livres, les bibliothèques doivent soumettre leurs choix à une commission du ministère de la Culture qui leur délivre, ou non, une autorisation.

Les chercheurs sont de fait sous surveillance. Pour ceux qui sont restés en Algérie, la situation est difficile, même s'ils continuent de publier.

L'H. : Les historiens algériens interviennent-ils dans les débats qui agitent le pays sur son passé ?

B. S. : Une polémique a secoué le pays, au printemps 2010, touchant aux circonstances de la mort au combat, en 1959, d'un héros de la guerre d'indépendance, Amirouche. Elle est née des révélations d'un livre de Saïd Sadi selon lesquelles il aurait été « donné » aux Français. Les acteurs de l'époque sont venus apporter leur témoignage, mais les historiens, eux, sont restés en marge. Il faut dire que les historiens ne peuvent pas faire leur métier correctement, tant que les archives ne sont pas complètement ouvertes.

L'H. : Y a-t-il quand même des progrès ?

B. S. : Oui, par exemple les manuels scolaires algériens ont évolué. Les grandes figures du nationalisme et de la guerre, Mohamed Boudiaf, Messali Hadj, Ferhat Abbas, longtemps éliminées, y sont aujourd'hui peu à peu réintroduites.

L'Histoire n° 356, septembre 2010

1. En février 2005, le parlement français adopte une loi qui reconnaît les effets positifs de la colonisation. « *La Nation exprime sa reconnaissance aux femmes et aux hommes qui ont participé à l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc, en Tunisie et en Indochine ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française.* » (article 1).

« *Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit* » (article 4, alinéa 2).

Document 2. Safia Ayache , En Algérie, un enseignement exaltant « l'héroïsme du peuple », Le Monde 22 janvier 2021

Les écoles professent un « roman national » sans nuance au service de la légitimation du régime.

« *La guerre d'Algérie, c'est en long et en large depuis le primaire : 8 mai 1945, 11 décembre 1960 [deux séries de manifestations nationalistes réprimées dans le sang]... On étudie toutes les dates dans le détail et toutes les personnalités politiques* », se souvient Souad, une trentenaire qui a suivi toute sa scolarité dans une école publique algérienne. En effet, selon l'historien Amar Mohand-Amer, il existe en Algérie une hiérarchisation des faits. « *Il y a une sorte de supra-histoire, celle de la guerre de la libération nationale, qui, depuis l'indépendance, fait de l'ombre aux autres périodes de l'histoire de l'Algérie* », résume ce chercheur du Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc) d'Oran.

L'histoire de cette guerre de 1954-1962 est « *portée par le pouvoir politique mais aussi par les textes fondamentaux du pays* », notamment la Constitution, poursuit Amar Mohand-Amer. Cela tient, selon lui, à la légitimité de novembre ou « *la geste de novembre* », explique-t-il en reprenant l'expression utilisée par l'historien Mohammed Harbi en référence au 1^{er} novembre 1954, marqué par une série d'attentats du FLN sur le territoire algérien.

Roman national

« *Cela veut dire que si les Algériens ont bien résisté aux Français depuis 1830, c'est un groupe, ceux qu'on appelle les novembristes, qui ont permis l'indépendance nationale. C'est à partir de ce constat – légitime – du sacrifice de cette jeune génération et de cette lecture de l'histoire que s'est construit ce qu'on appelle le roman national, après l'indépendance* », analyse Amar Mohand-Amer. Un roman national aussi écrit « *dans le prolongement de ce que les Algériens ont fait pendant la colonisation, notamment dans toute la littérature des années 1930-1940* », ajoute-t-il. « *Sauf que cette légitimité est devenue, au fil des décennies, une entrave*

politique et institutionnelle. Elle obère considérablement la recherche dans ce domaine », souligne le chercheur.

Ainsi, en 2010, l'ancien ministre de l'éducation nationale Boubekour Benbouzid, qui a passé près de quinze ans à la tête de ce département, se félicitait de « l'intérêt porté dans les programmes scolaires aux événements de la guerre de libération nationale ». Depuis la réforme du système éducatif effectuée en 2003, l'enseignement de cette matière commence dès la troisième année de primaire, à l'âge de 8 ans.

Un peu tôt, estime le pédagogue Ahmed Tessa, auteur de *L'Impossible Eradication : l'enseignement du français en Algérie* (Barzakh, 2015 ; L'Harmattan, 2017). Pour lui, cet enseignement précoce est « une erreur monumentale, car, à cet âge, l'enfant n'a pas acquis la pleine conscience du temps historique ». Et cette page d'histoire lui sera resservie tout au long des cycles moyen et secondaire.

« On plonge d'abord dans la période du Dey avec le coup de l'éventail [un coup de chasse-mouches asséné par le chef du gouvernement d'Alger au consul de France en 1827, qui a déclenché la conquête de l'Algérie], puis c'est le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques de Messali Hadj, puis le FLN, avec le "groupe des 22" et le "groupe des 6 " [qui lança la lutte armée le 1^{er} novembre 1954] », se souvient Nassim, un collectionneur de 26 ans passionné par le patrimoine algérien. « Aux épreuves du bac, on a forcément des questions sur la guerre d'Algérie », ajoute-t-il. Un incontournable.

Des périodes occultées

D'ailleurs, l'iconographie des manuels d'histoire est presque intégralement consacrée aux personnalités qui ont marqué la lutte contre le colonialisme et la guerre d'indépendance. Sur les premières et quatrièmes de couverture, les portraits de l'émir Abdelkader et du cheikh El Mokrani, grandes figures de la résistance à l'expansion coloniale du XIX^e siècle, côtoient les résistants de la bataille d'Alger et les images historiques de manifestants brandissant le drapeau algérien.

Avant leur mise à disposition des enseignants et élèves, ces manuels sont soumis à des commissions relevant de l'Institut national de recherches en éducation, sous tutelle du ministère de l'éducation, auxquelles sont associées des institutions telles que le ministère des moudjahidine. « Nous n'avons parlé d'aucun accroc entre les différents protagonistes du mouvement d'indépendance », note Souad, devenue traductrice. « Oui, il y a des périodes de l'histoire de notre pays qui sont occultées ou peu enseignées, confirme Ahmed Tessa. Quand l'histoire est otage des visions partisans ou idéologiques, on ne peut pas dire que la vérité historique soit au rendez-vous. Mais c'est le cas dans beaucoup de pays, y compris dans certaines démocraties. »

« Il n'y a pas de falsification », estime pour sa part Amar Mohand-Amer, pour qui « le roman national ne cherche pas à nuancer, il ne s'attache pas aux acteurs mais au peuple, le peuple algérien héroïque. C'est pourquoi on occulte des personnalités importantes comme Messali Hadj, Ferhat Abbas, Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed ». Tout cela montre aussi une volonté de réappropriation de l'histoire par la population. « Le Hirak l'a bien compris, il ne veut plus que l'Etat s'occupe de l'histoire, il veut que ce soient les historiens qui s'en chargent, car l'histoire est aussi utilisée pour la légitimation du pouvoir », estime Amar Mohand-Amer, en précisant que les chercheurs rencontrent toujours de grandes difficultés à accéder aux archives nationales en Algérie.